

**EFFET DE LA CRISE AU SAHEL SUR LA SECURITE  
ALIMENTAIRE : CAS DU MALI**

**EFFECT OF THE SAHEL CRISIS ON FOOD SECURITY:  
THE CASE OF MALI**

**Mohamed Atteyoub H. dit Modibo SIDIBE**

**Enseignant – chercheur  
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion  
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako  
Mail : [atteyoub@gmail.com](mailto:atteyoub@gmail.com)**

**Dr Mamadou Camara**

**Enseignant – chercheur  
Faculté des Sciences Economiques et de Gestion  
Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako  
Mail : [mamadouc94@yahoo.fr](mailto:mamadouc94@yahoo.fr)**

**Résumé**

Ce papier permet de faire le point, sur la capacité de résilience du Mali par rapport à la sécurité alimentaire, malgré sa situation géographique de pays sahélien. Comme toutes les économies en développement, il se caractérise par un poids considérable du secteur primaire. Il a un produit intérieur brut (PIB) de 837 Dollars (483 924 FCFA) par habitant en 2018 selon l'Institut National de la Statistique (Instat, 2019), avec 37% généré par l'agriculture. À travers une analyse documentaire et une étude de terrain, nous répondons à la problématique de la sécurité alimentaire dans un contexte d'instabilité majeure. Notre étude a permis de souligner la capacité du pays, face à l'insécurité alimentaire malgré les aléas dans une zone très difficile.

**Mots clés : Mali, Production, Filière, Sécurité alimentaire, Crise sécuritaire.**

**Code JEL : N57, E23, Q26, E25. N47.**

## **Abstract**

This paper provides an update on Mali's resilience in relation to food security, despite its geographical location in the Sahel. Like all developing economies, is characterized by a considerable weight of the primary sector. He has a gross domestic product (GDP) of 837 Dollars (483 924 FCFA) per inhabitant in 2018 according to the National Institute of Statistics (Instat, 2019), with 37% generated by agriculture, which is well above 23% of the average in the South.

Through a documentary analysis and a field survey, we respond to the problem of food security in a context of major instability. Our study highlights the country's capacity for food insecurity despite the problems in a very difficult area.

**Keywords: Mali, production, sector, food safety, security crisis.**

## **I - Introduction**

Le Mali partageant le Sahel avec des pays comme le Burkina-Faso, la Mauritanie, le Niger le Tchad, n'est pas exempté des chocs récurrents affectant la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes qui en dessous du seuil de pauvreté (1,25 dollar par jour et par personne d'après la Banque Mondiale « BM »). En milieu rural, généralement l'accès à l'alimentation constitue un défi permanent, les populations vulnérables consacrant plus de la moitié de leurs revenus à ces dépenses. Face à une crise sécuritaire, ces ménages épuisent rapidement leurs faibles ressources et sont ensuite dans l'incapacité de reconstituer leurs avoirs faute de sources de revenus permanents.

L'année 2012 a été celle du déclenchement de la pire crise ayant menacée l'existence du Mali comme pays, cette situation est un facteur qui a presque anéanti les efforts des différents acteurs (pouvoirs publics, populations et partenaires techniques et financiers « PTF »), œuvrant pour venir à bout de la récurrence des crises alimentaires touchant les habitants de ses zones arides (nord) et une partie des régions du centre (Mopti et Ségou).

Des cadres communs et alliances réunissant des acteurs intervenant dans le secteur des transferts sociaux pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont vu le jour dans le but d'harmoniser les approches et d'apporter une meilleure réponse à la crise. Nous notons cependant encore une faiblesse notoire en termes de consensus sur certaines questions

majeures comme le ciblage des bénéficiaires ou les modalités de transferts qui s'explique en grande partie par la récente émergence des politiques de protection sociale au Mali comme dans les autres pays du sahel, ces politiques sectorielles sont fortement influencées et se trouve en évolution constante, car les bailleurs ont des approches différentes, d'où l'absence de standards minimums en la matière.

La stratégie de sécurité alimentaire et nutritionnelle vise à satisfaire les besoins essentiels de la population. Une des mesures prises lors de la table ronde des bailleurs de fonds du Mali en 2008, est que la réalisation de l'autosuffisance alimentaire se base sur l'augmentation et la diversification de la production agricole, l'amélioration des revenus des populations par une meilleure organisation du marché pour les aliments de base (céréales, sucre, huile, fruits et légumes).

Le défi majeur posé est de savoir comment concilier l'agriculture de subsistance dans un climat de méfiance en l'absence de paix sur tout le territoire, pour asseoir les bases d'une sécurité alimentaire qui puisse s'inscrire dans la durée sur l'ensemble des régions du pays. L'objectif de ce travail est d'analyser **la problématique de la résilience du Mali sur le plan de la sécurité alimentaire, malgré le niveau complexe de sa crise multidimensionnelle**. Pour y parvenir notre analyse porte sur une démarche théorique et une étude de terrain. Nous donnerons des éléments de réponses aux questions ci-après :

- Comment les populations s'organisent – elles avant l'aide des pouvoirs publics et leurs partenaires ?
- L'accompagnement des pouvoirs publics et leurs partenaires est – il suffisant ?
- Cet accompagnement permet – il de ne plus avoir besoin ?
- Les populations non concernées approuvent – elles cette aide ?
- Quelle stratégie durable pour cordonner l'offre à la demande ?
- Comment améliorer l'accessibilité physique et économique des aliments aux populations, notamment celles vulnérables et pauvres ?
- Comment renforcer la gouvernance institutionnelle et financière en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle ?

Comme méthodologie, nous nous basons sur l'analyse et l'exploitation des enquêtes et rapports des acteurs intervenant comme le Ministère de l'agriculture, celui de la solidarité et du développement social, l'Organisation des Nations pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), les articles traitants les

questions similaires à travers une revue de la littérature ainsi que, l'entretien avec les différentes personnes ressources travaillant dans le domaine ciblé, pour collecter des informations et des données de plusieurs sources.

Ce papier est composé de deux parties, dont la première est théorique, portant sur les liens entre crise sécuritaire et sécurité alimentaire. La seconde porte sur les efforts réalisés par les acteurs (pouvoirs publics, PTF, populations concernées), dans le but de surmonter les externalités négatives issues des crises.

## **II – Méthodologie**

La qualité d'une recherche repose à la fois sur la méthode et la théorie. Nous ne doutons pas le fait que, la qualité d'une recherche est basée à la fois sur la méthode et la théorie. Le choix de l'approche déterminera en général comment nous planifions les réponses à nos questions de recherche. Évidemment la nature de l'objet que vous allons étudier influera également en retour notre choix d'approche. La méthodologie répond à un souci de codification des règles.

Nous soulignons avec (Fishbein & Ajzen, 1975), que l'approche analytique permet aux chercheurs de se concentrer sur les éléments qui lui donnent la légitimité théorique de s'appuyer sur la précision des détails, pour prouver avec valiser ses réflexions auprès de la communauté scientifique. De nos jours, nous pouvons toujours recourir à l'approche analytique classique qui demeure un excellent outil, car le défaut n'est pas dans l'outil mais dans un type d'utilisation. Le défaut vient de ce que des disciples, ont érigé ces préceptes au rang de dogmes de la pensée et de la science. Cette méthode se base sur quatre principes que sont l'évidence, la réduction, l'exhaustivité et la causalité qui permet de conduire par ordre mes pensées en commençant par les objets les plus simples et les plus aisés à connaître, pour monter peu à peu comme par degrés jusqu'à la connaissance des plus compliquées.

Nous convenons que la recherche scientifique reste un processus dynamique ou une démarche rationnelle qui permet de façon claire et objective d'examiner des phénomènes, de trouver des solutions aux problèmes, et d'obtenir des réponses précises à partir d'investigations. Ce processus se caractérise par le fait qu'il est systématique et rigoureux et conduit à l'acquisition de nouvelles connaissances. Les objectifs que nous voulons atteindre à travers notre papier sont de donner des réponses aux critères fondamentaux des fonctions de la recherche qui nécessitent la description, l'explication, la compréhension, le contrôle, la prédiction des faits, des phénomènes et des conduites. La rigueur scientifique est guidée par la notion d'objectivité,

c'est-à-dire que le chercheur ne traite que des faits, à l'intérieur d'un canevas défini par la communauté scientifique.

La sélection des documents qui permettront de traiter objectivement le thème de l'étude s'effectue à partir de la lecture documentaire, il y a donc un préalable indispensable avant de choisir définitivement un document comme source d'inspiration. Il faut l'observer et comprendre sa structure, à travers le repérage visuel qui permet de le caractériser au travers de l'organisation des paragraphes, de la ponctuation, du vocabulaire utilisé. Être capable de faire la distinction entre les textes descriptifs (narratif, explicatif, didactique, ou normatif) et problématiques (argumentatif, polémique). Une fois, la forme du document est identifiée, il faut comprendre son contenu : que sait-on sur le sujet ? Le recours à un expert est-il nécessaire ? L'expérience personnelle de l'analyste est alors mise à contribution, d'autant plus s'il est spécialiste du domaine concerné.

Nous retenons que la finalité de l'analyse documentaire est de définir précisément un certain nombre d'éléments qui n'apparaissent pas forcément de façon explicite dans les informations issues de la description bibliographique. Cette analyse représente la phase préalable et commune aux opérations de condensation (établissement de résumés) et d'indexation (représentation des notions significatives présentes dans le document au moyen d'un langage documentaire).

Pour ce qui concerne la méthode d'investigation par l'approche qualitative, le chercheur part d'une situation concrète comportant un phénomène particulier comme l'insécurité lié au terrorisme dans cas de recherche, qu'il s'agit de comprendre et non de démontrer, de prouver ou de contrôler. Il veut donner sens au phénomène à travers ou au-delà de l'observation, de la description (consistant à déterminer la nature et les caractéristiques des phénomènes) de l'interprétation et de l'appréciation du contexte et du phénomène tel qu'il se présente. Cette méthode recourt à des techniques de recherche qualitatives pour étudier des faits

particuliers (études de cas, observation, entretiens semi-structurés ou non-structurés, etc.). Le mode qualitatif fournit des données de contenu, et non des données chiffrées résultant de l'approche quantitative. Le processus de recherche qualitatif implique l'utilisation de questions et de procédures émergentes ; la collecte de données sur les lieux des participants ; l'analyse de données de manière inductive, partant du particulier pour construire des thèmes généraux ; et

l'interprétation du sens des données. Un rapport de recherche qualitative est de structure flexible.

### **III- Relation entre crise et sécurité alimentaire au Mali**

Dans cette partie, nous présentons les différents apports théoriques et empiriques nous permettant de donner une légitimité, découlant des interdépendances entre crise et sécurité alimentaire, permettant à la population de garantir ou d'avoir des moyens de subsistance décents dans la durée.

#### **1 - L'historique des crises en rapport avec la sécurité alimentaire**

Le Mali, pays sahélien enclavé de l'Afrique de l'Ouest, s'étendant sur un vaste territoire de 1 241 238 km<sup>2</sup>, ayant près de 7000 km de frontières avec sept pays dont l'Algérie, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée Conakry, et la Mauritanie le Niger et le Sénégal. L'institut géographique du pays souligne l'existence de trois grandes zones climatiques à savoir la région soudanaise au sud, avec des précipitations atteignant 1400 mm selon des années ; le Sahel au centre, avec une pluviométrie située entre 200 et 550 mm et le Sahara méridional au nord couvrant les deux tiers du territoire avec des précipitations annuelles inférieures à 127 mm.

Selon l'Instat, la population malienne était estimée à plus de 19 727 661 habitants en 2018, dont 9 861 858 femmes (50,5%) et largement concentrée sur un tiers seulement de la surface du pays (régions du centre et du sud). La densité de la population est ainsi très faible dans les 5 régions du Nord (Gao, Kidal, Ménaka, Taoudéni et Tombouctou) avec seulement 1/5 des habitants vivant sur plus de 820 000 km<sup>2</sup>. Conséquence indéniable d'une croissance démographique très élevée (un taux de 3,1% par an sur la période 2012-2020, un des plus élevés au monde, à travers un indice de fécondité de 6,3 enfants en moyenne par femme et une augmentation journalière moyenne de 827 personnes, la population du Mali pourrait atteindre 30 millions d'ici 2035. Nous soulignons avec (Follona, 2017) que « la population est majoritairement rurale (64,4 % en 2012), vivant d'une agriculture de subsistance et de pastoralisme dans les zones arides, et très dépendante des conditions climatiques. Malgré une croissance économique soutenue ces dernières décennies, la pauvreté reste très répandue : en 2012, 50,4 % de la population vivait avec moins de 1,25 dollar par jour ».

Nous constatons que depuis les années 1970, la désertification a engendré différentes crises alimentaires majeures au Mali, celles-ci sont largement inhérentes à des catastrophes naturelles comme les sécheresses, les inondations et invasions des criquets pèlerins, dont la fréquence et

l'intensité tendent à augmenter avec le réchauffement climatique souvent couplées à des chocs économiques (tels que la hausse des prix énergétiques et alimentaires en 2007-08) et des crises politiques successifs (conflit armé au Nord notamment en 1990, 2006 et 2012). Ces crises sont le motif des déplacements massifs de population internes notamment vers les autres régions du pays et celles des nations voisines (Niger, Mauritanie, Burkina-Faso etc.).

Depuis janvier 2012, le Mali fait face à sa pire crise, qualifiée de multidimensionnelle et menaçant son existence comme nation (sécuritaire, humanitaire et sociopolitique), cette situation étant la conséquence indirecte de l'intervention internationale en Lybie qui a ouvert les portes à une invasion djihadiste au Nord du pays. Les violences, pillages et la confusion générée ont provoqué des mouvements de déplacés internes vers le Sud et de réfugiés dans les pays voisins.

Selon le rapport de l'UNHCR en 2017, « on comptait toujours 58 985 déplacés internes, principalement dans le Nord du pays. Cette situation accroît la pression sur les communautés hôtes déjà fragiles. Par ailleurs, on compte encore 143 567 réfugiés maliens dans les pays voisins. La fragilité politique qui a découlé de ces événements continue d'entraver les processus de développement du pays ». Malgré la signature de l'accord d'Alger en 2015 entre le gouvernement du Mali et les groupes (plateforme, soutenant les pouvoirs publics) et la coordination animant la rébellion, le processus de paix demeure très fragile. Cette situation fait que, les populations résidentes dans les régions touchées par la crise sécuritaire (Nord et une grande partie du Centre) ont des besoins humanitaires importants et récurrents.

Pour l'institut national de la statistique en (2018), le nombre de personnes touché par **l'insécurité alimentaire** pendant de la période de soudure varie entre 3 et 5 millions chaque année, dont une large part (410 000 personnes en 2015, près de 2 millions en 2014) était dans une situation critique et nécessitant une assistance humanitaire pour assurer la sécurité alimentaire définit par (Coulibaly et al, 2016)<sup>1</sup>, « dans la langue locale bambara (...) comme : *dun ka faasabati*, c'est-à-dire littéralement, *dun ka faa* : manger à satiété ; *sabati* : rendre pérenne. L'analyse de cette traduction à travers les représentations locales, renvoie à des souvenirs plus ou moins mythiques du gnô *mansa*, c'est-à-dire, littéralement, *gnô* : sorgho, mil et *mansa* : roi. C'est ce paysan dont les greniers ne désemplissaient pas et où la durée des

---

<sup>1</sup>Zan Coulibaly, Seydou KEITA, (2016), *Politique de sécurité alimentaire au Mali et stratégies d'acteurs : cas de la commune rurale*. Table ronde : « Sécurisation alimentaire : dynamiques et pratiques » ISSP, Université de Ouagadougou 9-10 mars 2016.



stocks en grains était de sept ans. (...). *Depuis la décentralisation, nos terres agricoles sont menacées*, dun ka fa ma sabati (c'est-à-dire, littéralement, le manger à satiété n'est pas pérenne) ». Le point ci-après, nous permet de faire le lien entre pauvreté et l'absence d'insécurité alimentaire dans le pays.

## **2 - Relation entre pauvreté et sécurité alimentaire**

Les concepts relatifs à la sécurité alimentaire ont évolué au cours des trente dernières années parallèlement à l'évolution de la pensée politique officielle (Heidhues et al., 2004 ; FAO, 2004a et 2012b; Clay, 2012 ; Diagne, 2013 ; Follona, 2017). Le terme est apparu au milieu des années 1970, lorsque le Sommet mondial de l'alimentation (1974) a défini la sécurité alimentaire en termes d'approvisionnement alimentaire, à savoir garantir la disponibilité et la stabilité des prix des produits alimentaires de base à l'échelon national et international. « Capacité de tout temps d'approvisionner le monde en produits de base, pour soutenir une croissance de la consommation alimentaire, tout en maîtrisant les fluctuations et les prix ». En 1983, les études de la FAO se sont centrées sur l'accès à l'alimentation et ont conduit à une définition basée sur l'équilibre entre la demande et l'élément de l'offre de l'équation de la sécurité alimentaire : « Assurer à toute personne et à tout moment un accès physique et économique aux denrées alimentaires dont elle a besoin » (FAO, 1983).

La définition a ensuite été révisée pour incorporer aux analyses de la sécurité alimentaire le niveau individuel et celui des ménages, outre le niveau d'agrégation régional et national. Les recherches documentaires nous ont permis de comprendre que le concept de sécurité alimentaire tient compte de son impact multidimensionnel qui se décline aussi bien quantitativement que qualitativement en quatre aspects : la disponibilité alimentaire, l'accès à la nourriture, la stabilité et l'utilisation des aliments selon (Diagne, 2013, 5).

Pour ce qui concerne la disponibilité alimentaire, il faut considérer une quantité suffisante et d'une qualité appropriée répondant aux standards internationaux, dont l'approvisionnement est assuré par la production nationale ou les importations (y compris l'aide alimentaire apportée par les partenaires). Nous signalons que l'accès à la nourriture couvre l'accès de tous les habitants à des ressources adéquates (droits) qui leur permettent d'acquérir une nourriture adéquate et nutritive. Les droits sont définis comme l'ensemble de biens auxquels une personne est susceptible d'accéder en raison du contexte juridique, politique, économique et social de la communauté dans laquelle elle vit (y compris certains droits traditionnels tels que l'accès aux ressources communes).



Si nous analysons l'utilisation de la nourriture, il faut souligner le cadre d'une diète adéquate, d'eau potable, d'assainissement et des soins de santé de façon à obtenir un état de bien-être nutritionnel qui permette de satisfaire tous les besoins physiologiques de la personne. Tous ces éléments soulignent le rôle des facteurs non alimentaires dans la sécurité alimentaire. L'un des aspects les plus fondamentaux est la stabilité malgré la conjoncture et les aléas. Pour parvenir à la sécurité alimentaire, une population, un ménage ou une personne doit avoir un accès permanent à une nourriture adéquate. Cet accès à la nourriture ne doit être menacé ni par l'émergence de chocs soudains (par exemple, une crise économique ou climatique) ou par des événements cycliques (par exemple, une insécurité alimentaire saisonnière). Ce concept peut donc concerner simultanément à la disponibilité et l'aspect résultant de l'accès à la sécurité alimentaire. Les aspects concernant la stabilité alimentaire et son utilisation, ont fait l'objet de plusieurs études et analyses par de nombreux économistes et spécialistes en la matière (Clay 2012, Diagne 2013 ; Camara 2015 etc.).

Pour ce qui concernant la pauvreté, il n'existe pas de définition consensuelle reconnue en dépit d'une abondante littérature sur le sujet. Qu'il s'agisse des courants économistes, des approches sociales, culturelles ou anthropologiques, ou encore du point de vue des institutions internationales, la pauvreté n'est jamais définie par elle-même, mais en fonction d'autres concepts comme ceux du bien-être, de besoins essentiels, de l'exclusion sociale. La pauvreté n'est pas une condition universelle, sa définition s'attache aux différentes caractéristiques qui la composent. Dans ce contexte et pour mieux comprendre ce phénomène, nous présenterons le point de vue des institutions internationales sur la définition de la pauvreté, ainsi qu'un certain nombre d'idées développées sur le sujet par des économistes dans la littérature (Chambers, 1990 ; Sen, 1998, Beitone et *al.*, 2002 ; Verez, 2007 ; Benoît, 2012 etc.).

La complexité dans la définition de la pauvreté réside dans la description des caractéristiques de ce phénomène : la pauvreté comme un manque de ressources monétaires, un déficit d'éducation et santé, ou bien l'absence de liberté, l'impossibilité de participer à une communauté ou le manque d'un sentiment d'appartenance à une société donnée. De quoi une personne ne doit absolument pas manquer ? Cette question appelle à la notion plus vaste d'équité, qui complexifie la conceptualisation de la pauvreté. La pauvreté n'est donc pas une condition universelle, sa définition varie en fonction de ses caractéristiques et normes sociales qui sont abordées différemment selon les auteurs.

Par ailleurs, de façon synthétique, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) considère que les individus, familles ou groupes de la population peuvent être considérés en état de pauvreté quand ils manquent de ressources nécessaires pour obtenir l'alimentation type, la participation aux activités et avoir les conditions de vie et de commodités qui sont habituellement ou sont largement encouragées ou approuvées dans les sociétés auxquelles ils appartiennent. La pauvreté c'est aussi la condition dans laquelle se trouve un être humain qui est privé de manière durable des ressources, des moyens, des choix et du pouvoir nécessaires pour acquérir et maintenir son autonomie économique et favoriser son inclusion active dans la société.

À défaut de trouver une définition de la pauvreté elle-même, beaucoup d'auteurs l'appréhendent à partir de ses victimes. Ainsi (Beitone et *al.*, 2002) soulignent que « peuvent être considérés comme pauvres les individus ou les familles dont les ressources (matérielles, culturelles et sociales) sont si faibles qu'ils sont exclus des modes de vie minimaux acceptables dans l'Etat membre dans lequel ils vivent ». Pour la Banque Mondiale et le PNUD la pauvreté résulte « d'un manque d'accès aux) actifs, d'une croissance économique insuffisante ou inappropriée, et d'une mauvaise gouvernance. ».

L'institution financière de la sous-région Ouest-Africaine qu'est la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), s'est intéressée aussi à la compréhension de ce problème crucial pour les pays de la zone. Selon elle, « la pauvreté est un phénomène complexe, dont le terme recouvre plusieurs significations. Selon l'usage courant, elle caractérise la situation d'un individu ne disposant pas des ressources nécessaires pour une vie décente. Cette définition prend en compte la dimension matérielle, liée aux conditions de vie, en général, notamment l'accès à la nourriture, à l'eau potable, à l'habillement, au logement, au transport et à l'énergie. Elle recouvre également l'aspect immatériel, relatif à l'accès à l'éducation, à une couverture sanitaire de qualité et à une activité valorisante. Ces deux dimensions de la pauvreté renvoient aux termes de pauvreté humaine et de pauvreté monétaire, développés par le Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque Mondiale » (BCEAO, 2012 : 5). Une autre forme de la pauvreté est celle sociale ou relationnelle, qui « s'apparente à l'isolement subi (plus que désiré), à la solitude (involontaire), à l'exclusion, à la marginalisation ». Nous convenons avec (Verez, 2007 : 16) que cette situation n'est très pas très fréquente au Mali, compte tenu de l'importance accordée à la solidarité et l'entraide (familles, amis).

Nous retenons que la corruption institutionnalisée dans les pays du sud comme le Mali, fait partie des ingrédients permettant d'entretenir et de consolider la pauvreté et particulièrement en période de crise. Il faut donc, des mécanismes appropriés facilitant les contrôles indispensables. Cette situation de l'existence de la corruption est un déterminant significatif dans l'enracinement de la crise alimentaire, car les ressources devant servir à la lutte contre le phénomène sont détournées pour des objectifs personnels. Selon (Verez, 2010), «la corruption a des graves conséquences, faute de contre-pouvoir, d'un système de décision décentralisé, d'information accessible, de comptabilité respectée et d'audit régulier, les acteurs peuvent redoubler de pratiques frauduleuses et interioriser l'idée que c'est de fait la norme : à quoi être bon être intègre si les autres ne le sont pas. On comprend le cercle vicieux selon lequel la corruption appelle la corruption».

### **3 - Renforcement des liens entre la résilience et la nutrition dans l'agriculture et l'alimentation**

Faire le lien entre la nutrition et la résilience d'une population est théoriquement nécessaire, car cela permet d'avoir des bases pour conforter les pratiques. Nous constatons que les concepts de nutrition et de résilience sont étroitement liés, car la nutrition est à la fois un déterminant et un résultat du renforcement de la résilience. L'une des préoccupations de tous les gouvernements du Mali est d'éradiquer la malnutrition pour renforcer la résilience car des personnes bien nourries sont en meilleure santé, peuvent mieux travailler et ont de meilleures réserves physiques ; les ménages qui présentent une sécurité nutritionnelle sont ainsi plus aptes à résister, endurer plus longtemps et se rétablir plus rapidement des situations de chocs. Inversement, les ménages les moins résilients sont plus affectés par les chocs extérieurs et par conséquent courent un plus grand risque de malnutrition.

Nous convenons avec (Follona, 2017 : 83), que « les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation sont essentiels pour la nutrition humaine et la résilience des communautés, mais les approches conçues pour améliorer la résilience des ménages aux chocs ne contribuent pas toujours à des résultats positifs-et parfois même ont des effets négatifs-sur la nutrition ».

Il faut donc le renforcement de l'environnement législatif et politique pour s'assurer que les questions de nutrition soient bien prises en compte dans le développement des politiques, des programmes et des systèmes de coordination. Le Ministère de l'enfant et de la famille ainsi

que celui du développement social œuvrent avec les partenaires du pays, pour absorber les insuffisances existantes en la matière.

Les différents acteurs ont pris conscience de la nécessité de sensibiliser les décideurs politiques qui doivent prendre des mesures dans le but de renforcer la résilience sur les coûts socioéconomiques et humains de la sous-alimentation/malnutrition.

Pour s'assurer que les besoins nutritionnels des personnes et groupes vulnérables soient pris en compte, il est urgent d'inclure des objectifs nutritionnels explicites dans les cadres stratégiques de gestion des risques de catastrophes et de la résilience, le renforcement aux différents niveaux (national, régional et local), des interdépendances entre les politiques de développement et mécanismes de coordination pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et les programmes et structures de coordination humanitaires. L'intégration de la nutrition dans les systèmes d'information de l'agriculture et de l'alimentation permettra d'améliorer sans doute le suivi des risques et l'analyse de la situation, pour avoir des résultats fiables à travers une bonne planification des actions pour renforcer la résilience, tel n'est pas le cas très souvent dans les zones touchées.

Des nouvelles stratégies comme l'intégration et la prise en compte des indicateurs de consommation alimentaire, comme la diversité alimentaire, dans les systèmes d'alerte précoce pour faciliter l'augmentation de leur capacité à prévoir les chocs et détecter les ménages ou groupe de moyens d'existence les plus à risques. Pour cela, les acteurs doivent considérer que les indicateurs nutritionnels (en particulier le retard de croissance) comme ceux de la diminution de la résilience et d'une forte vulnérabilité dans l'analyse et la surveillance de la situation des populations touchées.

La compréhension des origines de la malnutrition pour différents groupes de moyens d'existence facilite la maîtrise de l'analyse des indicateurs d'alerte précoce et permet d'anticiper les risques sur des groupes spécifiques.

#### **IV - Les efforts réalisés par les pouvoirs publics pour mettre fin et éviter les crises**

Le Mali bénéficie depuis l'avènement de la démocratie en Mars 1991 de l'accompagnement effectif de plusieurs partenaires. Le programme de coopération de la Suède au Mali de 2016 à 2020, apporte un appui considérable pour les politiques nationales et régionales de sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'appui à la résilience des communautés agro pastorales. La FAO à travers son Objectif Stratégique 5 qui vise à améliorer la résilience des moyens

d'existence aux menaces et aux crises et le Cadre de Programmation Pays (2018-2022) de ce même organisme avec le Mali, piloté et soutenue par le projet de « Renforcement de la résilience des populations vulnérables face à la variabilité climatique », ont pour objectif global d'améliorer sensiblement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables des régions d'intervention à travers le renforcement de la résilience de leurs moyens d'existence face aux aléas.

### **1 - La mise en place d'un système d'alerte précoce (SAP) par les autorités**

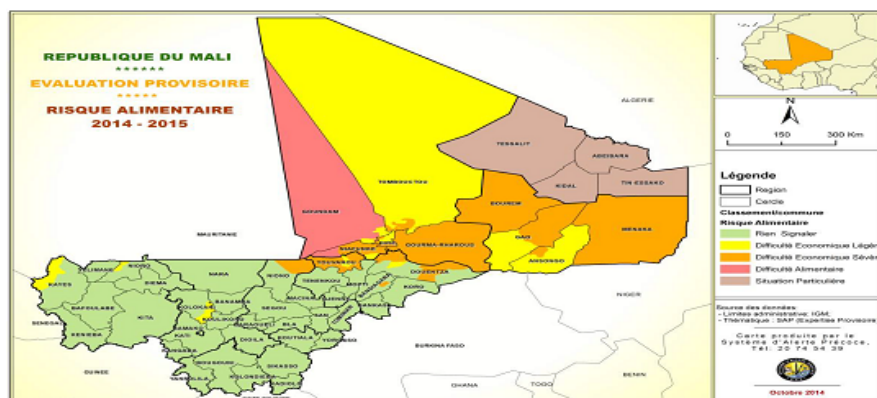
En analysant les rapports du SAP, il ressort que de manière structurelle, les populations les plus vulnérables sont essentiellement localisées dans le Sahel occidental (Nord des régions de Kayes et Koulikoro), le Plateau Dogon, le Nord du Delta central du fleuve Niger (région de Mopti), les zones lacustres de Mopti et Tombouctou, la zone de Bourem (région de Gao) et la région de Kidal. Parmi les causes de cette vulnérabilité structurelle et de l'insécurité alimentaire au Mali, la sécheresse avec ses effets sur le niveau de la crue dans les cours d'eau et de la nappe phréatique, le tarissement des lacs et mares représente le facteur prédominant. Cette vulnérabilité structurelle à la pluviométrie est également liée à l'insuffisance d'aménagements tant au niveau de l'agriculture, de l'élevage que de la pêche.

Ce dispositif de sécurité alimentaire intégrant les fonctions d'alerte précoce, de prise de décision et d'action comprend les instruments suivants : le Système d'Alerte Précoce (SAP), un mécanisme chargé du suivi de la sécurité alimentaire, la détermination d'un niveau minimum de stock national de sécurité (stock physique), la mise en place d'une cellule de veille, d'un fonds de sécurité alimentaire (stock financier), la création d'un observatoire des marchés agricoles assurant le suivi des prix des produits alimentaires, le renforcement des capacités de l'Office des Produits Alimentaires du Mali (OPAM), qui met en œuvre les interventions en matière de sécurité alimentaire en prenant appui sur les structures du Ministère de l'Administration Territoriale.

Pour faciliter la régulation, car l'appât du gain poussait les paysans à vendre une quantité significative de leur récolte, engendrant les problèmes d'insécurité alimentaire lors de la période de soudure, les pouvoirs publics ont jugé utile de mieux coordonner les initiatives. C'est dans cette dynamique que le Programme de Restructuration du Marché Céréalière (PRMC) a été créé, avec l'accompagnement financier du Programme Alimentaire Mondial (PAM) à travers une contribution à l'alimentation du stock national de sécurité alimentaire. Il joue également le rôle de coordinateur entre les différents donateurs.

. Le SAP élabore après chaque campagne, la cartographie de risques susceptibles de survenir, pour faciliter la coordination des mesures d'accompagnement. La carte ci-après, nous permet de comprendre la situation à l'issue de la campagne 2016-2017 dans le pays.

### **Carte 1 : zones à risque d'insécurité alimentaire en 2016-2017**



**Source :** Ministère de l'agriculture (Mai 2018).

Pour illustrer l'utilité du SAP, nous pouvons considérer sur la base des rencontres avec les acteurs du marché et en se basant aussi sur les résultats de la campagne agropastorale 2018-2019, on peut retenir ce qui suit :

- une baisse saisonnière habituelle de l'offre de céréale sur les différents marchés particulièrement dans les zones ayant connues des baisses de production à partir d'avril-juin 2018. Toutefois, l'apport des sources habituelles d'approvisionnement des autres régions a permis de combler le déficit et satisfaire la demande de consommation au niveau des zones concernées ;
- la hausse habituelle de la demande observée suite à l'arrivée des transhumants s'est poursuivie jusqu'en juin 2018 en plus des demandes habituelles de semences pour la nouvelle campagne agricole 2018-2019. La reconstitution des stocks de ménages au niveau des zones où la production est faible est un facteur permettant de rehausser la demande sur les différents marchés ;
- la hausse plus élevée que d'habitude de la demande à cause de la faiblesse de la production, dans les régions affectées par la crise sécuritaire continuera à maintenir les prix des denrées alimentaires à un niveau élevé mais qui de l'avis des céréaliers restera inférieur à celui de l'année dernière et proche de la moyenne. La hausse saisonnière habituelle des prix a été observée avec un pic entre juillet-août.



Pour ce qui concerne le bétail, produit phare de l'élevage, constituant l'une des principales activités des régions affectées par la crise sécuritaire, les mouvements inhabituels des animaux dans le sahel occidental et le nord du pays réduiront les offres sur les marchés de ces localités suite aux départs vers les zones fournies en pâturage. La baisse de l'offre par rapport à la demande dans le sahel occidental suite aux départs des transhumants a contribué à rehausser le niveau des prix des animaux et la rareté induite par le vol et l'enlèvement massifs de bétails par des bandits suite à l'insécurité dans les zones d'élevages par excellence (nord et centre).

Nous signalons, qu'au Mali la libéralisation des prix a conduit au développement d'un système d'approvisionnement performant des marchés. Mais, l'accès à la nourriture pour toute la population reste un défi majeur pour le gouvernement. Les options de politiques économiques prises par les dirigeants de l'indépendance jusqu'aux années 80 étaient basées par un interventionnisme étatique marqué. Ainsi, l'État assurait à travers ses représentations la distribution des crédits agricoles et des intrants à des prix subventionnés. Les prix des différentes spéculations agricoles étaient décidés par le gouvernement.

L'un des principaux critères de détermination des prix des denrées alimentaires était le pouvoir d'achat des consommateurs dans les zones urbaines. Cette fixation devait permettre de fournir des céréales dans les grandes agglomérations à des prix bas et d'offrir en même temps des prix incitateurs aux producteurs. L'Office de Stabilisation et de Régulation des Prix était chargé de gérer les subventions occasionnées par la politique des prix financées à partir de ressources tirées pour l'essentiel des taxes spécifiques sur les hydrocarbures et autres financements reçus de la part des partenaires. L'Office des Produits Agricoles du Mali (OPAM), crée en 1964, avait le monopole sur le commerce des céréales. L'office était chargé de la collecte des céréales au niveau des producteurs regroupés en coopératives agricoles installées à travers le pays.

Depuis 1991, le marché est totalement libéralisé. Les prix sont donc fixés non plus par les structures gouvernementales, mais par les conditions de l'offre et de la demande dans le pays et dans la sous-région. L'OPAM a vu ses attributions limitées à la gestion du stock national de sécurité alimentaire et des aides alimentaires. Les organisations non gouvernementales (ONG) interviennent très souvent à travers l'achat et la distribution gratuite des céréales.



## **2 - La Stratégie Nationale de Sécurité Alimentaire (SNSA)**

Cette stratégie fut élaborée et adoptée par le Gouvernement en 2002, ayant pour objectif général d'assurer l'accès de tous les maliens, à tout moment, aux aliments nécessaires pour mener une vie saine et active, car comme le souligne (Diagne, 2013, 5), il faut que les 4 conditions de sécurité alimentaire soient assurées et pérenniser à savoir : la disponibilité alimentaire, l'accès à la nourriture, la stabilité et l'utilisation des aliments selon. Des objectifs spécifiques, des orientations et des mécanismes ont été définis. La tutelle est assurée par le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA). Des politiques sectorielles ont été élaborées dans les différents domaines du secteur primaire comme l'élevage, la pêche et l'agriculture.

Selon le ministère de l'élevage et de la pêche (2018)<sup>2</sup>, la politique sectorielle en élevage s'articule autour de six axes stratégiques à savoir l'amélioration de l'alimentation des animaux, celle de la santé animale, des performances zootechniques du cheptel, le développement des infrastructures et des équipements de commercialisation et de transformation des produits d'élevage, le renforcement des capacités des acteurs et la gestion rationnelle des ressources naturelles.

Pour ce qui concerne la politique sectorielle en matière de pêche, elle est basée sur un développement harmonieux, en tenant compte de la préservation l'environnement et des écosystèmes. Cette politique sectorielle au niveau de la pêche, est régie par la stratégie de développement de la pêche et de l'aquaculture (SDPA). L'objectif de cette politique est la gestion durable des ressources de la pêche et de l'aquaculture au Mali.

## **V - Discussion sur les mesures existantes**

Les orientations stratégiques et priorités d'investissement du gouvernement pour le secteur agricole qui concentre l'essentiel de la population active du pays sont prises conformément aux objectifs généraux de développement du secteur rural à travers huit domaines prioritaires. Après plusieurs études et des rencontres avec des représentants des organisations paysannes, ces derniers ont été retenus pour orienter le développement du secteur et identifier les solutions les plus pertinentes et efficaces à mettre en œuvre pour que l'agriculture malienne puisse contribuer efficacement aux objectifs de développement, de croissance soutenue permettant d'inverser la tendance de la lutte contre la pauvreté.

---

<sup>2</sup> [www.ministère-élevage-pêche.gouv.ml](http://www.ministère-élevage-pêche.gouv.ml), politiques sectoriels, consulté le 21 janvier 2019.

Les domaines retenus sont les suivants : la sécurité Alimentaire, le développement de l'agriculture irriguée, celui des filières agricoles et de produits forestiers, de la filière pêche et aquaculture, de l'élevage et des filières animales, le renforcement des mesures d'accompagnement et de soutien pour accroître et assurer la durabilité de la productivité et de compétitivité du secteur agricole, la préservation et la gestion décentralisée des ressources naturelles et de la faune sauvage, en fin mesures qui facilitent la promotion des emplois ruraux et lutte contre le chômage des jeunes.

La finalité de ces politiques publiques est de créer les conditions d'autosuffisance alimentaire, en octroyant l'opportunité à tous les maliens de produire de façon compétitive, dans la logique de pérenniser les moyens d'avoir des revenus soutenus, capables d'assurer les moyens de subsistances permanents pour que les problèmes d'insécurité alimentaire soient un mauvais souvenir pour tous les citoyens.

Nous soulignons également la nécessité d'amélioration la gouvernance dans le pays au niveau institutionnel. L'application des principes et valeurs de gouvernance permet de prévenir et éviter les frustrations ayant pour conséquence d'engendrer des crises sécurité à la suite de la rébellion de la population se sentant exclue ou marginalisée. Le renforcement de la performance et la capacité d'intervention à travers les services répondant aux besoins de la population par les administrations publiques sont des nécessités pour amorcer le développement légitime dont aspirent tous les citoyens.

La sensibilisation et la formation des personnels des administrations publiques sur les différents modes, les moyens, les objectifs et le processus de la participation des parties prenantes sont des enjeux que doivent relever les pouvoirs publics, pour apaiser et insuffler la dynamique nécessaire d'un comportement responsable chez les citoyens. L'amélioration des mécanismes de coordination et l'intégration la communication institutionnelle dans les administrations publiques, comme fonction transversale seront indispensables, pour éviter les erreurs commises dans le passé, ayant facilité la révolte des populations.

Pour y parvenir, il faut donc reconsidérer la préparation de la phase de « mise en œuvre » des stratégies et programmes sectoriels, à travers l'instauration et la structuration du dialogue de mise en œuvre avec les parties prenantes.

Pour (Follona, 2017 : 82), il faut aussi « articuler les préoccupations nationales et locales (tenir compte des programmes et projets locaux). Pour améliorer les conditions d'opérationnalisation,

des stratégies et programmes sectoriels, permettre l'adhésion des parties prenantes, et faciliter la déclinaison territoriale des stratégies et programmes sectoriels ».

Au Mali, il est donc nécessaire de bien formuler les lignes directrices des politiques publiques à caractère multisectoriel, car nous admettons que les interdépendances entre les différents secteurs, les facteurs et les variables qui interagissent sur toutes les composantes sectorielles sont définis, reconnus et pris en considération dans les politiques et stratégies nationales concernées. L'adaptation des mécanismes de coordination et le développement d'une stratégie de communication intégrée et partagée doivent être parmi les priorités des actions à corriger par les pouvoirs publics et leurs partenaires.

## **VI - Conclusion**

L'évolution du PIB, fortement influencée par les exportations dans le domaine agricole et minier n'a toujours pas été accompagnée d'une diminution de la profondeur de la pauvreté au Mali. Par conséquent, les équations « investissements productifs », « valeur ajoutée » et « redistribution équitable » des fruits de la croissance faute de quoi se nourrissent surgissent des crises, doivent être résolues pour donner plus de chances au développement tout court, source de progrès et de richesse pour le plus grand nombre de la population.

L'agriculture étant avec l'élevage l'activité dominante dans les régions du Nord particulièrement touchées par l'insécurité au Sahel et certaines parties des deux régions du centre (Mopti et Ségou). Le développement de ce secteur nécessite un climat apaisé et cordial, or avec l'insécurité, les populations sont contraintes à tout abandonner pour essayer de survivre et se reconstruire dans les zones non affectées par les externalités négatives de cette situation. La mise en place des structures appropriées et des mécanismes, pour faire face aux difficultés imposées à ses habitants est une obligation morale des pouvoirs publics et de la communauté internationale.

L'insécurité couplée aux aléas climatiques au Mali, complique la résolution de l'équation de la pauvreté, qui a été le problème majeur dont les différents gouvernements depuis l'indépendance en 1960 ont essayé d'éradiquer. Ainsi comme le soulignent des chercheurs comme (Nicholson, 2005 ; New et *al.*, 2006), l'étude de l'évolution des conditions climatiques depuis 1960 en Afrique de l'Ouest montre une tendance régionale à l'augmentation significative de la durée des épisodes de sécheresse durant la saison des pluies, source d'avènement des difficultés nutritionnelles à travers des crises alimentaires,

pour des populations vivant majoritairement en zone rurale et ayant pour seule source de revenu en grande partie les recettes agricoles.

Avant l'avènement de la crise sécuritaire de 2012, le Mali avait su éviter des crises alimentaires graves depuis les années 1983-1985, c'était grâce au système suivi de sécurité alimentaire mis en place à cette époque. En effet, le Programme de Restructuration du Marché Céréalière (PRMC) a été mis en place par le gouvernement et un groupe de partenaires techniques et financiers (PTF) en 1981. Créé dans un premier temps dans le but de libéraliser progressivement les marchés céréalières, ce programme a vu ses objectifs évoluer plus tard vers la mise en place et la pérennisation d'un système de sécurité alimentaire susceptible d'identifier et de gérer les crises alimentaires, tout en créant les conditions pour une augmentation de la production malgré les aléas que subissent les producteurs.

Nous retenons que, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle a des caractéristiques d'ordres conjoncturelles et structurelles. Le Mali a été affecté ces dernières années par celle-ci, à travers une combinaison de chocs biophysiques et agro-climatiques affectant les cultures et l'élevage et de chocs économiques. À ces derniers d'origine naturelle et climatique s'ajoutent depuis le premier trimestre 2012 ceux d'ordre sécuritaire. Malgré les accords de paix, la situation humanitaire reste préoccupante. L'année 2018 s'est particulièrement caractérisée par la flambée de la violence intercommunautaire (Peulhs – Dogons) dans le centre, facilitant la prolifération et l'existence de poches de crises alimentaires et pastorales, qui inquiètent l'ensemble des acteurs du pays (pouvoirs publics, populations, PTF).

## Bibliographie

- Agence Française de Développement Département de la Recherche. (AFD 2008). « *Amartya Sen : Un économiste du développement?* ».
- Alami. S ; Desjeux. D ; Garabuaou- Moussaoui. I (2013), Dans les méthodes qualitatives, *Cairn*, 77 – 106
- Beitone A. , Dollo C., Draï A M., Cazorla A. (2002), *Dictionnaire des sciences économiques*, Armand Colin.
- Benoît M. (2012), « *Quelles « mesures » pour quantifier la pauvreté ? Les indicateurs produits par les organisations internationales* », CERISCOPE Pauvreté.
- Bisiaux R. (2011), « Comment définir la pauvreté : Ravallion, Sen ou Rawls ? », (Consultante OCDE), *L'Economie politique* n° 049 – janvier.
- BCEAO. (2012), Rapport sur la situation de la pauvreté dans les pays de l'UEMOA. Direction Générale des Études Économiques et de la Monnaie.
- Camara M. (2015), *Atouts et limites de la filière coton au Mali*, Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université de Toulon, Juin. Laboratoire d'Economie Appliqué au Développement. (LEAD).
- Chambers R. (1990), *Développement rural. La pauvreté cachée*, Paris, Karthala et Centre Technique de Coopération agricole et rurale (CTA), 374 p.
- Clay E. (2012), *Trade Policy Options for Enhancing Food Aid Effectiveness*, Issue Paper n°41, ICTSD Programme on Agricultural Trade and Sustainable Development, Geneva, May, 34 p.
- Diagne R. (2013), *Sécurité alimentaire et libéralisation agricole*, Thèse de doctorat en Sciences Economiques, Université de Nice Sophia Antipolis.
- Emmanuelle Benicourt. (2001) « *La pauvreté selon le PNUD et la Banque mondiale* », Etudes Rurales.
- FAO. (1983), *La situation mondiale – alimentation et agriculture en Afrique au sud du Sahara : La femme dans le développement agricole*, Rome, 237 p.
- FAO. (2000b), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2000 : la faim au quotidien et la crainte permanente de la famine*, Rome, 40 p.
- FAO. (2004a), *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2004*, Suivi des progrès accomplis en vue de la réalisation des objectifs du Sommet mondial de l'alimentation et de la Déclaration du Millénaire, Rome, 43 p.
- FAO. (2012b), *S'entendre sur la terminologie : Sécurité alimentaire, Sécurité nutritionnelle, Sécurité alimentaire et nutrition, Sécurité alimentaire et nutritionnelle*, 39<sup>ème</sup> session du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA), Rome, 15-20 octobre, 17 p.
- Fishbein M, Ajzen I, 1975. Belief, attitude, intention, and behavior: an introduction to theory and research. Reading (MA, USA) : Addison-Wesley Pub (Sd).
- Follona C. (2017), *étude de capitalisation pour l'harmonisation des filets sociaux de sécurité alimentaire en Afrique(FSSA) de l'ouest, étude- Mali*, OXFAM inter-réseau, pp : 86.
- Heidhues F., Atsain A., Nyangito H., Padilla M., Gherzi G., Le Vallée J.C. (2004), *Development Strategies and Food and Nutrition Security in Africa*. Washington: IFPRI, 60 p.
- Lachaud, J-P. (2000), « Dépenses des ménages, développement humain et pauvreté au Burkina Faso : substitution ou complémentarité? », Document de travail n°49, CED, Université Montesquieu-Bordeaux IV.

- Nicholson S E. (2005), On the question of the “recovery” of the rains in the West African Sahel. *Journal of Arid Environments*, 63, p 615-641.
- SEN A K. (1993A), Capability and Well-Being, in Nussbaum et Sen (eds.), *The Quality of Life*, Oxford, Clarendon Press, pp. 30-53.
- New M; Hewitson B ; Stephanson D-B; Tsiga A ; Kruger A; Manhique A; Gomez B et al., (2006), Evidence of trends in daily climate extremes over Southern and West Africa. *Journal of Geophysical Research*, 111 D14102, doi:10.1029/2005JD006289.
- ODHD. (2010), Crise alimentaire : enjeux et opportunités pour le développement du secteur agricole. Bamako, rapport final.
- PNUD-MALI. (2001), Profil de pauvreté au Mali, Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté au Mali (ODHD/LCPM).
- VEREZ J C. (2007), *Pauvretés dans le monde*, édition Ellipses. Paris.
- VEREZ J C. (2010), *Précis d'économie internationale*, édition Ellipses. Paris.
- VEREZ J C. (2010), « La corruption dans l'éducation en ASS dans contexte de crise », 26ème Journées Scientifiques ATM-BETA : Crise et soutenabilité du développement; Strasbourg, 2,3 et 4 juin.
- WORLD BANK. (2007), « *Tendances et déterminants de la pauvreté au Mali (2001- 2006)* », World Bank et l'apport de la Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique (DNSI) et du Partenariat Belge pour la Réduction de la Pauvreté.
- Zan Coulibaly, Seydou KEITA. (2016), *Politique de sécurité alimentaire au Mali et stratégies d'acteurs : cas de la commune rurale*. Table ronde : « Sécurisation alimentaire : dynamiques et pratiques » ISSP, Université de Ouagadougou 9-10 mars 2016.